



Développement du numérique et marché du travail en Méditerranée

Villa Méditerranée, Jeudi 3 novembre 2016

Intervention de Patricia AUGIER

*Coordinatrice et Présidente du Comité Scientifique du FEMISE,
Economiste Institut de la Méditerranée,
Professeur à Aix-Marseille Université, GREQAM, AMSE*

Mesdames,
Messieurs,

Merci d'avoir fait le choix de venir à Marseille pour les Rendez-Vous Economiques de la Méditerranée.

C'est un plaisir pour FEMISE et pour nous tous de vous y accueillir et de vous souhaiter la bienvenue à l'occasion de cette rencontre conviviale et enrichissante.

C'est également avec un grand plaisir et honneur que nous accueillons Johannes HAHN, Commissaire Européen à l'Elargissement et à la Politique du Voisinage. Nous vous remercions d'avoir fait le déplacement et de montrer que l'UE appui les structures basées à Marseille comme FEMISE, IM ou encore ANIMA, surtout par les temps qui courent.

Concernant le thème du Développement du numérique et marché du travail en Méditerranée, En agissant entre autre sur différentes composantes du marché du travail, le numérique peut potentiellement être un outil pour aider à la convergence économique et sociale des deux Rives de la Méditerranée. Il s'agit d'un potentiel bien réel, en termes de croissance, de nouvelles vocations et d'emplois. Il faut toutefois que le Développement du numérique se fasse intelligemment, progressivement, pour que les apports positifs que peut amener le numérique puissent être absorbés dans les pays en développement et émergents.

Le dernier rapport sur le Développement de la Banque Mondiale estime qu'environ 60% de la population mondiale n'a pas accès à Internet. Ensuite, ce rapport montre aussi que même si les ménages qui possèdent un téléphone mobile sont plus nombreux que ceux qui ont accès à l'électricité ou à l'eau potable, les effets positifs attendus du numérique sur l'emploi et la croissance dans les pays en développement et émergents ne sont pas, pour l'instant, au rendez-vous.

Plus important encore de notre point de vue, est que si d'un côté on attribue au numérique un rôle potentiellement positif sur le processus de convergence, on ne peut pas écarter le risque que la fracture numérique entre le Nord et le Sud agrave, au contraire, la fracture économique et sociale entre les deux Rives de la Méditerranée.

La position du Femise est que les effets positifs que peuvent amener les outils numériques (et notamment ceux qui passent par le marché du travail) sont bien réels, mais ne se

produiront pas de façon spontanée : L'action publique est indispensable, non seulement pour transformer des effets potentiellement positifs du numérique en effets positifs observables, mais aussi pour éviter l'aggravation des différentes formes de divergence.

En matière d'actions publiques, il faut, selon nous, une stratégie régionale qui pourrait être accompagnée par le Partenariat EuroMed (sans entrée dans les détails, il est clair qu'une coopération entre les Etats du Sud serait, dans ce domaine, un véritable atout et le Partenariat EuroMed devrait être le catalyseur de cette coopération). La politique de voisinage pourrait avoir cette ambition de réduire la fracture numérique entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, ce qui lui donnerait une dimension régionale et aussi davantage de visibilité auprès de la société civile.

Il faudrait également des stratégies nationales claires et ambitieuses, avec un pilotage fort capable d'orchestrer un ensemble de politiques touchant à plusieurs ministères. Sur ce point d'ailleurs, on peut souligner que s'il n'est pas aisément d'anticiper correctement les emplois de demain et donc le contenu des formations, en revanche, on sait que le numérique va profondément modifier les modes d'accès à la formation en offrant des opportunités incroyables aux populations exclues des dispositifs traditionnels.

En conclusion, il est important de mener des travaux sur cette question du rôle du numérique dans le développement (que ces effets passent ou pas par le marché du travail), d'abord parce qu'il y a peu d'études qui ont été jusque là conduites sur ce sujet et qu'ensuite ces réflexions sont nécessaires pour orienter l'action politique que ce soit au niveau régional ou au niveau des Etats.

Quant au FEMISE et sa contribution future sur ces questions :

Le Femise contribuera dans l'avenir à alimenter les réflexions dans ce domaine, en retenant cet enjeu du numérique pour le développement à l'agenda des recherches que nous finançons au sein du réseau,

Par ailleurs, sur le plan opérationnel, nous allons travailler, sur, entre autre, le rôle du numérique en matière d'innovation en collaboration avec Anima, les co-ordinnateurs FEMISE (ERF et l'Institut de la Méditerranée) et en collaboration avec un grand nombre de partenaires du Sud.

D'autre part, à un peu plus courte échéance et à un niveau plus opérationnel, l'équipe du Femise participe à un projet que nous sommes en train de monter (je ne peux encore révéler ni le pays, ni le nom de notre partenaire, et encore moins le nom de notre financeur potentiel). Je me permets de l'évoquer quand même parce qu'il constitue un exemple de la façon d'utiliser le numérique comme facilitateur d'inclusivité. Une des composantes de ce projet consiste en effet à s'appuyer sur l'outil numérique pour inclure les petites et très petites entreprises dans un processus visant à améliorer leur condition de fonctionnement (et donc à améliorer l'environnement des entreprises) sur la base de leurs feedbacks en continu.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie pour votre attention.